

Rive gauche

Le tracé de la traversée du lac crispe ses voisins

Critique face au projet autoroutier du Canton, un collectif fait salle comble à Meinier autour de maires sceptiques

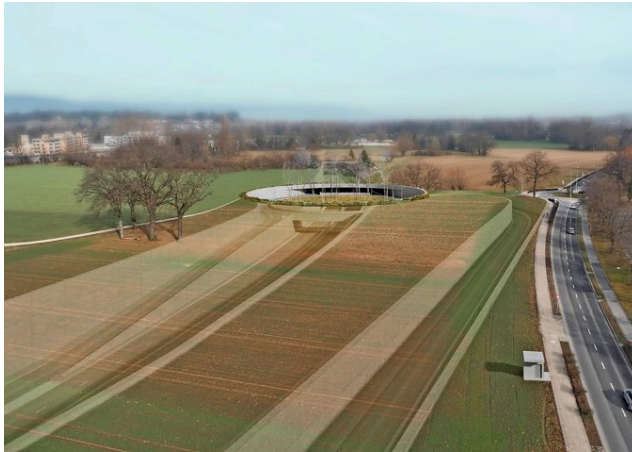
Marc Moulin

«Je croyais venir à un débat, mais j'ai assisté à un meeting!» Militant de longue date pour un franchissement routier du Léman, l'ancien député libéral Alain Meylan ne cachait pas son désappointement mercredi soir à Meinier. Le projet cantonal de traversée du lac venait de mobiliser durant toute la soirée des voix critiques qui avaient rempli la salle communale. Celles de ce même village, qui a pourtant voté à 68,5% en juin 2016 l'inscription dans la charte cantonale d'une telle traversée. «Mes voisins m'ont pressé pendant des années de réaliser cette traversée, poursuit Alain Meylan, résident choulésien. Ce soir, je suis dans la minorité.»

En avril, un collectif baptisé Les Changeurs s'est créé pour inciter les autorités à revoir tout ou partie du projet. C'est lui qui a organisé la rencontre. Le groupe a trouvé des alliés naturels en trois maires de la Rive gauche, deux Suisses et un Français, tous invités et tous très critiques face à l'itinéraire choisi.

«Appel d'air» redouté

«Peu ou pas favorable à la traversée», selon ses propres termes, le maire de Meinier se dit inquiet face à la perspective d'accueillir un échangeur sur son sol communal, à Roelbeau. «C'est une zone renaturée, un poumon de ver-



Les images de synthèse du projet ont laissé certains orateurs et spectateurs sceptiques. On voit ici à quoi pourrait ressembler la jonction de Puplinge. DR

deur pour tout le canton, plaide Alain Corthay. Cet échangeur sera un appel d'air pour que les voitures viennent y prendre l'autoroute et, traversant nos villages, elles nuiront à la qualité de vie de notre région.» L'élu évoque les barreaux routiers enterrés discutés au niveau cantonal pour relier le tracé de la traversée avec le réseau routier français: l'un irait de Roelbeau à Anières ou Veigy, l'autre de Puplinge à Machilly ou au carrefour des Chasseurs, près d'Annesses. «Il faut les deux, mais il faut surtout songer à un tracé plus large.»

Venu de Puplinge, seule commune à avoir voté non en 2016 (à 51,7%), le maire Gilles Marti accuse: «Avant la votation, on nous

a dit que le tracé pourrait être discuté, mais l'État ne veut plus le remettre en cause. Or il allège le cœur de l'agglomération, mais pas ce qu'il y a juste autour et il n'a pas de lien avec le réseau français, à part le noeud d'Étrembières déjà saturé.» «On milite pour un contournement non pas de Genève, mais du Grand Genève, résume le maire de la commune haut-savoiarde de Saint-Cergues, Gabriel Doublet. Et c'est le transport en commun qu'il faut développer: c'est ça l'avenir, pas le routier.»

Face à ce déluge de critiques et à une salle très majoritairement réfractaire, le délégué du Canton a eu fort à faire. Nommé responsable de la traversée du lac il y a

quatre mois, Jérôme Gasser a notamment tenté de rassurer en soulignant le caractère souterrain du tracé, incurvé pour éviter la zone sensible de la Haute-Seymaz.

Un devoir constitutionnel

«C'est inscrit dans la Constitution: l'État a l'obligation de présenter un projet, a-t-il rappelé. Mais la population sera sans doute appelée à se prononcer à nouveau à plusieurs reprises et pourra décider si on continue ou pas.» Selon lui, les citoyens devraient déjà voter l'an prochain sur un éventuel référendum visant la première tranche du financement d'un avant-projet (6,3 millions de francs sur un

devis évalué à une bonne centaine), en cours d'étude actuellement au Grand Conseil.

Cette évocation des recours démocratiques aura été la seule de ses interventions à déclencher des applaudissements du public, lequel a davantage ovationné les orateurs critiques. Représentant les associations attachées à la mobilité durable et à l'environnement, Thomas Wenger, député socialiste, a été salué par l'assistance quand il a averti: «Ce projet attirera du trafic mais aussi de nouvelles constructions: votre région ne sera plus jamais la même!» «L'impact sur l'environnement sera énorme, il faut être franc», a renchéri le géologue Walter Wildi, également applaudi. Jugant les montants articulés par l'État comme «simple-ment pas crédibles», le scientifique prône le recours à une expertise externe.

Préoccupations financières

Les coûts, notamment en rapport avec l'endettement cantonal, ont d'ailleurs constitué une part significative des questions venues du public. Jérôme Gasser évoque un devis de construction de 3,5 milliards de francs, mais botte en touche quand un spectateur s'enquiert des frais d'entretien. «Une étude a chiffré le coût résultant de l'absence d'une traversée du lac», précise-t-il.

Thomas Wenger relève que la traversée du lac est absente de la plus récente planification routière fédérale, courant jusqu'à l'horizon postérieur à 2040, ce qui semble laisser le Canton seul pour payer la note. Et de lancer cet avertissement qui rassurera ou inquiétera: «La traversée du lac ne se fera jamais: veut-on vraiment dépenser plus de 100 millions en études?»

Le budget cristallise l'opposition gauche-droite

Au Municipal, le débat a fait rage mercredi sur la question du budget 2018

C'est à un tour de chauffe du débat budgétaire que le Municipal de la Ville de Genève s'est livré mercredi. La droite élargie a demandé à l'Exécutif de réactualiser le budget 2018, qui n'a pas encore été voté. Et ce, afin de réintégrer les 2,45 millions de francs de coupes refusés dimanche par le peuple. Mais aussi de tenir compte de l'éventuel report de la subvention cantonale pour le Grand Théâtre. Ainsi que des 8,5 millions de francs de recettes des horodateurs que se disputent la Ville et l'État. De quoi menacer l'équilibre du budget 2018 selon la droite, majoritaire.

Les motionnaires reprochent au Conseil administratif «son refus d'avoir la moindre discussion avec le Municipal pour négocier et trouver une majorité politique». Le conseiller municipal PLR Rémy Burri lance l'offensive contre l'argentine PS Sandrine Salerno: «Vous nous demandez de voter un budget la tête dans le sac.» Son collègue Simon Brandt renchérit: «Le consensus, ce n'est pas imposer sa volonté. Nous vous tendons la main une dernière fois. Si vous ne la saisissez pas, vous porterez l'entière responsabilité du blocage.»

Un point de vue que ne partage pas l'Alternative. «La population a dit non à six reprises au budget de droite», souligne le conseiller municipal PS François Mireval, en référence à la victoire du 2 fois non du 5 juin 2016 et aux 4 fois non du 4 mars. J'ai l'intime conviction que vous ne voulez pas de budget 2018 pour la Ville de Genève», réagit Sandrine Salerno sans cacher sa lassitude. Son collègue chargé de la Culture, Sami Kanaan, s'inquiète de voir les 12 provisionnels (ndlr: ce système consiste à diviser le budget de l'année précédente en douze mois) se prolonger. «Cela pose de plus en plus de problèmes de fonctionnement, notamment pour les festivals. Votre choix politique paralyse cette ville.» Après deux heures de débat, les positions ne semblaient pas avoir bougé d'un iota. **Marie Prieur**

PUBLICITÉ

Sensations du week-end

Poulet entier Denner

assaisonné, en sachet cuisson, Suisse, env. 1050 g, le kg



40%
6.50 au lieu de 10.90*

Quasi d'agneau Denner

Australie/Nouvelle-Zélande/Irlande/Grande-Bretagne, env. 400 g, les 100 g



44%
2.49 au lieu de 4.49*

Venta Mazarrón Tempranillo

2015, Vino de la Tierra de Castilla y León, Espagne, 75 cl

Evaluation client:



44%
9.95 au lieu de 17.95

Kent

Switch/Smooth+ HD Silver/Smooth+ HD White/Taste+ Surround Menthol/Taste+ Surround Silver Box, 10 x 20 cigarettes



- 8 fr.
78.- au lieu de 86.-*

* Comparaison concurrentielle

Actions valables le vendredi 9 et le samedi 10 mars 2018 / jusqu'à épuisement des stocks / sous réserve d'erreurs d'impression ou de composition / abonnez-vous maintenant: denner.ch/newsletter

Un pour tous **DENNER**